

Redoublement, soutien scolaire, rythmes, collège: ça se précise

Paris, 8 juin 2017 (AFP) -

A trois mois de la rentrée, le ministre de l'Education promet des stages de soutien avant la 6e, rappelle aux profs la possibilité du redoublement et présente aux syndicats un assouplissement des réformes emblématiques du précédent gouvernement.

Jean-Michel Blanquer a notamment détaillé jeudi ses pistes pour lutter contre l'échec scolaire. Dans une interview au Parisien, il a ainsi remis sur la table le redoublement, qu'il souhaite "autoriser à nouveau" dès la prochaine année scolaire.

Le nouveau locataire de la rue de Grenelle marque un infléchissement par rapport à la politique de la socialiste Najat Vallaud-Belkacem qui l'a précédé et qui avait pris en novembre 2014 un décret affirmant "le caractère exceptionnel du redoublement".

"Ces trois dernières années, on a donné comme message que le redoublement devait être évité à tout prix", a-t-il précisé dans la soirée sur BFMTV. "Bien sûr que ce n'est pas souhaitable (...) mais on doit aussi le considérer comme un des outils que l'on a, qui parfois peut-être bénéfique pour un élève", a-t-il dit. "Cela doit rester rare, ne pas être la norme", a-t-il insisté, "mais on ne doit pas s'empêcher de le faire".

Le ministère avait précisé plus tôt à l'AFP qu'il n'y aurait pas de nouveau texte sur ce sujet.

La grande majorité des pays se sont, depuis les années 1970, ralliés à la promotion automatique des élèves d'une classe à l'autre. En France, en 2015, 22% des élèves avaient redoublé au moins une fois avant l'âge de 15 ans, un taux en nette régression par rapport à 2003 (-17 points) mais deux fois plus important que la moyenne des pays de l'OCDE. Et la pratique reste largement débattue.

Mais pour le nouveau ministre, "la première des réponses" au retard scolaire "réside dans l'accompagnement tout au long de l'année".

Il promet aussi des stages de soutien gratuit avant l'entrée en sixième. "Ces stages d'une semaine seront proposés fin août au moins en éducation prioritaire, et si possible plus largement", a-t-il détaillé au Parisien. Centrés sur le français et les maths, ils seront dispensés par des enseignants volontaires rémunérés en heures supplémentaires.

- 'Le calendrier électoral' -

M. Blanquer, qui se défend de vouloir "détricoter" les précédentes réformes, a aussi présenté jeudi aux acteurs du monde éducatif deux projets de décrets qui autorisent le retour à la semaine de quatre jours et assouplissent la réforme du collège.

Les membres du CSE, dont l'avis est simplement consultatif, ont voté majoritairement contre ces deux projets, notamment contre la possibilité de revenir à la semaine de quatre jours. S'agissant de la réforme du collège en revanche, "ses fondamentaux nous semblent préservés" dans le projet de texte, a toutefois estimé auprès de l'AFP Claire Krepper, secrétaire nationale du syndicat SE-Unsa.

"Il n'est plus question de supprimer les EPI mais d'introduire de la souplesse dans leur mise en oeuvre", a-t-elle noté. Ces EPI (enseignements pratiques interdisciplinaires) visent à croiser les savoirs en regroupant deux disciplines au sein d'un même enseignement.

Sur les rythmes scolaires, le ministre a ouvert la possibilité, surtout pour la rentrée 2018, d'avoir le choix entre différentes formules. Sans abroger la semaine de 4,5 jours réinstaurée en 2014, le projet autorise ainsi de nouvelles dérogations. La mairie de Nice a déjà annoncé l'arrêt de l'école le mercredi dès septembre.

Un rapport du groupe du travail du Sénat recommande de ne pas revenir à cette semaine de quatre jours, et ce malgré les défauts de la réforme, "improvisée et incomplète". Y revenir "serait un mauvais signe car on ferait prévaloir le monde des adultes sur celui des enfants", a notamment fait valoir Jean-Claude Carle, sénateur Les Républicains de Haute-Savoie.

Le SNUipp-FSU, premier syndicat du primaire qui avait mené la contestation en 2014, s'inquiète aussi d'un "décret pressé par le calendrier électoral". Une précipitation qui impose selon lui "aux écoles, aux familles et aux



PAYS :France
SURFACE :100 %
PERIODICITE :Quotidien



► 8 juin 2017 - Edition Fil Gen

collectivités locales des modifications importantes de la semaine scolaire à trois mois de la rentrée scolaire".
ito-fmp/mra/bir

Afp le 08 juin 17 à 20 21.